

## **Analyse de la conjoncture en 2022 par l'équipe d'Attac - Québec**

### **1- Le monde**

La pandémie de la COVID-19 aurait pu être un tournant important nous engageant dans un bien meilleur monde : elle a révélé les failles de notre système et montré qu'une organisation différente de l'économie est possible. Malheureusement, nos espoirs auront été déçus, car les gouvernements semblent déterminés à reprendre le programme de l'économie de marché mondialisée et dépendante aux hydrocarbures. L'éclipse de la pandémie serait donc derrière nous.

Où l'est-elle vraiment ? La pandémie aura catalysé et accéléré un phénomène déjà bien présent, mais que peut-être ignorions-nous jusqu'à présent, soit ce qu'on pourrait nommer l'épuisement des régimes libéraux. Les gouvernements occidentaux de pays capitalistes sont de moins en moins en mesure de répondre aux aspirations de leur population, du moins à prétendre y arriver.

La tension avec les exigences d'une réelle transition énergétique juste, qui conteste l'ordre établi, et les appels répétés et les mobilisations sociales majeures de par le monde pour une plus grande justice sociale, entrent en conflit avec des États excédés. Pour le dire simplement, le règne du statu quo ne peut plus tenir, et les populations le sentent de plus en plus.

De l'autre côté du spectre, on assiste à un ressac et à une mobilisation inquiétante de l'extrême droite et de la réaction. Ces forces régressives, sensibles aux contradictions du présent, prennent même une attitude rebelle contre l'ordre établi et les gouvernements trop complaisants. Mais il ne faut pas se leurrer : l'extrême droite cherche à imposer un conservatisme social en accord avec des politiques ultralibérales, comme on l'a vu avec Trump aux États-Unis ou comme on le voit avec Victor Orban en Hongrie. Elle nous entraîne dans des reculs majeurs sur toutes les questions qui nous préoccupent : l'immigration, la condition des femmes, celle des LGBTQ+, la protection de l'environnement, la justice sociale.

Alors que la Terre se réchauffe et que les mêmes politiques économiques classistes sont maintenues, la droite populiste et violente réussit à canaliser et organiser la frustration grandissante de la population en une haine déraisonnable des forces progressistes et un déni des défis que pose la transition écologique. S'opposer aux discours simplificateurs et très souvent mensongers de l'extrême droite est l'un des plus grands défis qui nous attendent les prochaines années.

Vladimir Poutine en Russie nous montre jusqu'où peut aller un gouvernement d'extrême droite sans contre-pouvoirs. L'invasion brutale de l'Ukraine nous replonge dans les guerres territoriales du siècle précédent. Cette guerre cruelle et anachronique fait grandement souffrir une population tout entière, provoque quantité de morts et détruit des villes et des villages. Elle a aussi comme conséquence de relancer la folie guerrière. L'OTAN, les armées et les marchands d'armes profitent de cette invasion, les pays achètent de quoi se défendre et trop de décisions sont motivées par l'escalade militaire. Pendant qu'on dépense tant d'énergie à se battre, on ne calcule pas assez les effets secondaires de ces batailles, y compris en dehors de l'Ukraine : des pays pauvres menacés d'être privés d'une nourriture vitale, la spirale de l'inflation qui affecte surtout les foyers les plus pauvres et l'environnement dont on ne se préoccupe plus dans le gaspillage sans limites provoqué par toute guerre.

Côté environnement, par ailleurs, les gouvernements des pays du monde ne semblent toujours par prendre au sérieux la menace climatique, malgré une urgence qui devrait entraîner de fermes décisions. Bien qu'une importante victoire ait été remportée à la COP27 de Charm el-Cheikh, permettant la compensation financière de la part des pays riches des pertes et préjudices subis par les pays du Sud, le refus des participants d'établir des objectifs contraignants et plus exigeants pour réduire les gaz à effet de serre est particulièrement désolant. La présence de plus de 600 lobbyistes des énergies fossiles montre bien, hélas, quels sont les intérêts servis par nos gouvernements. La prochaine COP, qui se tiendra dans la monarchie pétrolière des Émirats arabes unis, n'a certes rien pour nous rassurer.

Malgré ces déceptions et ces reculs, le mouvement social dans le monde n'a certes pas dit son dernier mot. Sa combattivité a permis de faire avancer certaines causes, comme la lutte contre le racisme, contre les agressions de toutes sortes, contre les discriminations. Les femmes, les Autochtones, les personnes racisées et les LGBTQ+ ont su faire avancer leur cause et leurs droits, et si tout est loin d'être gagné, si la crainte d'un ressac est permanente, leurs luttes ont souvent été exemplaires. Au point que la droite conservatrice les voit dans leur soupe, le terme *woke* («éveillé») étant omniprésent dans leurs discours, désignant celles et ceux qu'ils considèrent désormais comme les ennemis publics numéro 1. Une attention si obstinée se mérite seulement si on a remporté d'importantes victoires.

Il faut dire aussi que l'ordre économique qui a régi le monde depuis près de quarante ans se voit lui aussi ébranlé. Certaines théories économiques, auparavant si fondamentales à l'ordre du monde, ne tiennent plus le coup : le libre-échange; la théorie du ruissellement, selon laquelle tout le monde profite de la richesse des riches; l'injonction à ne pas tenir compte des «externalités», c'est-à-dire des effets négatifs d'une transaction commerciale sur un tiers parti; la croissance à tout prix, alors qu'on sait très bien qu'on ne peut plus y

arriver sans détruire la planète. Pour la première fois, un gouvernement est tombé parce qu'il était néolibéral, celui de Liz Truss au Royaume-Uni.

Les prochaines années nous placent dans une position particulière : non seulement il faut mettre en place la transition socio-écologique, mais aussi un système économique fondé sur de nouvelles bases, comme nous l'avons toujours souhaité. Ces deux aspects sont indissociables.

## **2-Le Canada**

Le Canada vit lui aussi la montée de la réaction et d'une droite conservatrice décomplexée. Il est impossible de passer sous silence l'arrivée de Pierre Poilievre sur la scène politique fédérale. Si le style de ce dernier ne verse pas dans la hargne toxique des pires démagogues des dernières années, il n'en reste pas moins que sa croisade contre les *wokes*, ses intérêts pétroliers et ses prises de position antisyndicales, le tout porté par un discours populiste de bas étage, donnent froid dans le dos. Ayant tapé sur le clou de la liberté en itérant son appui au convoi de camionneurs ayant pris d'assaut Ottawa l'an passé, Poilievre doit nous inquiéter comme un intrigant opportuniste prêt à de nombreuses bassesses pour consolider son vote.

Mais plus largement, Poilievre n'est qu'une autre manifestation de la dissolution de l'image d'un Canada bienveillant : sous ce mythe tenace, mais malmené, le Canada est bien ce pays impossible où de trop nombreuses violences sévissent encore.

Ainsi, le Nouveau-Brunswick entend légaliser le recours aux briseurs de grève dans les services publics jugés « essentiels », tandis que l'Ontario a essayé de déjouer la constitution canadienne en osant recourir à la clause dérogatoire pour imposer une loi spéciale brisant la grève des professionnel-le-s de l'éducation. C'est grâce à une mobilisation citoyenne éclair appuyant les courageux travailleurs et courageuses travailleuses de l'éducation qui ont bravé la loi que le gouvernement Ford a dû retirer sa loi ignoble.

Toujours au Nouveau-Brunswick, Radio-Canada révélait récemment, dans une enquête irréprochable, comment la puissante famille Irving planque à l'abri de l'impôt d'immenses fortunes dans les Bermudes, et ce, en parfaite légalité.

Si les efforts en vue de la réconciliation envers les peuples autochtones se poursuivent, l'histoire canadienne continue de montrer que son passé de violences et d'horreurs nous hante encore : on apprenait récemment que 55 femmes des Premières Nations ont subi

une stérilisation forcée dans les 40 dernières années. À l'Ouest, en Colombie-Britannique, les autorisations ont été données pour mener des forages hydrauliques sous la rivière traversant les territoires Wet'suwet'en, une atteinte évidente aux droits de cette Nation et une extraction d'hydrocarbures fossiles particulièrement polluantes, et ce, après avoir militarisé l'intervention policière pour lever les barricades des membres de la communauté Wet'suwet'en.

Le gouvernement fédéral de Justin Trudeau n'est pas en reste. La COP27 vient tout juste de se terminer et le Canada a fait office de réel cancre. L'absence de Justin Trudeau reste un détail négligeable ; le fait que la composition de la délégation canadienne a laissé toutes les largesses aux pires représentants des industries des hydrocarbures et extractivistes est bien pire. Ainsi, The Pathways Alliance, représentant l'extraction du pétrole des sables bitumineux, a vanté les bienfaits de ceux-ci jusqu'en 2050 comme énergie de transition, tandis que la Forest Product Association of Canada a défendu l'idée selon laquelle les coupes seraient la meilleure protection contre les feux de forêt.

Au final, on aura surtout retenu des interventions canadiennes lors de la COP27 son blocage à l'appel d'éliminer le recours au gaz, pétrole et charbon. Alors que ses hausses en gaz à effet de serre ont augmenté (rappelons que le mégaprojet Bay du Nord de Terre-Neuve est sur le point de démarrer), le Canada s'est rangé du côté du capital : celui qui pollue, brûle, empoisonne et réchauffe.

Une telle déférence envers les intérêts des plus riches et du capital ne doit surprendre personne. Car, face à la montée de l'inflation causée par la guerre en Ukraine, les chaînes d'approvisionnement encore malmenées par la COVID-19 et la pénurie de semi-conducteurs, la Banque du Canada a choisi de mater l'inflation en rehaussant brutalement son taux directeur. Or, une telle politique revient littéralement à étrangler la petite entreprise et les citoyens en limitant considérablement leurs capacités d'investir, notamment et en premier lieu pour se loger. La hausse du taux directeur vise essentiellement à forcer le ralentissement économique et à calmer la demande des agents économiques. De certains agents, cela étant dit : les profits des grandes compagnies de l'alimentation et de l'énergie ont explosé, ces dernières se cachant derrière l'inflation pour abusivement hausser leurs prix avant de cacher le pactole dans des paradis fiscaux. On entendra bientôt les patrons demander aux travailleurs et travailleuses de limiter leurs demandes salariales, mais à quand demandera-t-on aux patrons de réduire leur marge de profit ?

Devant de pareilles constatations, le premier réflexe du citoyen consisterait alors d'exiger de ses gouvernants une action plus forte envers la justice sociale et le renforcement des institutions démocratiques. Or, c'est bien tout l'inverse qui se produit. L'épisode de la COVID-19 a pourtant été exemplaire en ce qu'il a révélé les failles du système capitaliste et forcé le gouvernement fédéral, de concert avec ceux des provinces, à agir de manière

innovante pour stabiliser le tout et éviter une catastrophe. On espérait que des initiatives semblables se poursuivent. Force est de constater que nous sommes de retour au cours normal des choses.

Ces exemples ont tous comme toile de fond l'épuisement des régimes libéraux à travers le monde, épuisement vécu aussi par le Canada, à sa manière spécifique. Face à leurs contradictions s'accumulant, les élites traditionnelles jouent la politique du statu quo, tandis que les forces réactionnaires s'activent pour gagner en influence en invoquant des discours manipulateurs.

Or, il y a urgence d'agir. L'épuisement des régimes libéraux est intimement corrélé au réchauffement climatique, alors que les gouvernements, comme celui du Canada, maintiennent bien vivante la mortifère industrie des combustibles fossiles.

Si nous n'intervenons pas collectivement rapidement pour bloquer les prétentions d'aujourd'hui du capital, comment prétendre y arriver quand ce dernier s'alliera à l'extrême droite ? Le Canada, ce non-pays fondé sur la violence coloniale et l'économie extractiviste, apparaît de plus en plus fragilisé par ses propres contradictions internes. Il a encore sans doute encore du temps devant lui, mais la tension est bien présente : face à l'incurie libérale, pourrions-nous nous organiser à temps pour exiger, voire imposer, les changements sociaux et environnementaux nécessaires?

### **3- Le Québec**

En octobre dernier, la population du Québec a élu la CAQ pour un second mandat. Cette victoire, annoncée depuis des lustres, a montré toute l'inutilité de la dernière campagne électorale : en dépit d'une performance médiocre, du manque envergure de son programme et de l'absence de projets inspirants pour le Québec, la CAQ l'a emporté haut la main, en se jouant en plus d'une répartition équitable des votes, prenant 90 circonscriptions avec seulement 41% des voix.

Quatre années de plus avec la CAQ risquent d'entraîner une importante stagnation pour les causes qui nous tiennent à cœur. Manquant de conviction lorsqu'il aborde les questions d'environnement, ce parti hésite toujours à nous mener vers la transition écologique, et s'il ose parfois se lancer, c'est en suivant les principes du capitalisme vert et surtout, c'est sans ne rien bousculer : aucune pénalité pour les véhicules polluants, aucun grand projet de transport collectif, aucune action significative pour réduire de la consommation d'énergie, etc. Si peu donc, sinon le projet irrecevable et obstiné d'un 3<sup>e</sup> lien à Québec et l'opposition larvée au tramway dans cette même ville.

Sur le plan de l'économie, la CAQ ne parvient pas à se détacher de sa dévotion envers l'entreprise privée et envers les entrepreneurs de tout acabit. Ainsi, parvient-on difficilement à la croire lorsqu'elle affirme que sa «première priorité» est l'éducation, alors qu'elle nomme aux deux ministères qui lui sont consacrés le populiste Bernard Drainville d'une part, et d'autre part Pascale Déry, ex-conservatrice et responsable des communications de l'Institut économique de Montréal. Quel type d'éducation en résultera-t-il? Les travailleurs et travailleuses de l'éducation seront-ils écouté.e.s? Allons-nous développer des écoles d'entrepreneurs? Chose certaine, le dialogue sera difficile.

Peut-on faire davantage confiance à la CAQ lorsqu'elle donne un super-ministère en économie à Pierre Fitzgibbon, qui a fait l'objet de cinq enquêtes depuis qu'il est élu, chacune portant sur son sens de l'éthique aussi laxiste que douteux? Dirigera-t-il ses ministères avec son gros bon sens d'homme d'affaires sans scrupules qui ne pense qu'au profit?

Au-delà des individus, et du premier ministre, lui-même paternaliste et calculateur, c'est un gouvernement pro libre-marché, mais recentré par la force des choses, qui doit remettre en place des services publics affaiblis par des années d'austérité budgétaire, puis par la COVID-19. Peut-on vraiment compter sur une pareille équipe, qui en plus musèle l'opposition en refusant de mettre en place au plus vite un système électoral proportionnel, pour effectuer tous les changements nécessaires afin d'assurer chez nous une plus grande justice sociale?

Cette année, nous sommes particulièrement préoccupé.e.s par la hausse du coût du logement, un phénomène relié à ce que nous dénonçons depuis nos tout débuts, soit la spéculation hors contrôle, avec la complicité des gouvernements qui refusent de la régler ou d'offrir de fortes mesures pour compenser ses effets pervers. Le logement n'est plus vu comme un besoin essentiel ou un droit, mais comme une opportunité d'affaires pour ces gens qui construisent, achètent et vendent sans tenir compte de ce qui est vraiment nécessaire pour la population. Pendant ce temps, nos gouvernements, comme maigre compensation, continuent à défendre le «logement abordable», dont la pseudo abordabilité s'ajuste aux prix très élevés du marché, plutôt que le logement social, ce modèle qu'il faudrait pourtant développer de façon exponentielle.

Du côté de la politique partisane, l'opposition à la CAQ sera très limitée, à cause d'un nombre insuffisant de sièges à des partis adverses, un inconvénient de notre système politique uninominal à un tour, le nombre de député.e.s des partis ne correspondant pas au vote des citoyens et citoyennes (qui ont tout de même nettement soutenu le parti au pouvoir, il ne faut pas l'oublier non plus). Une autre opposition, forte et constructive, doit aussi et surtout se trouver ailleurs.

Encouragé.e.s par le mouvement Vire au vert, entre autres, plusieurs progressistes se sont lancé.e.s dans la politique municipale et ont remporté des victoires dans des villes importantes, comme Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Granby. Ce changement de garde à la direction des villes — qui a permis, par ailleurs, à plusieurs femmes de devenir mairesses — est l'occasion de mettre en place des politiques qui rendent les villes plus humaines, plus écologiques, même si toutes les décisions prises par cette nouvelle aile politique ne sont pas idéales et si un important progrès reste à accomplir.

Il faudra surtout compter sur un réveil du mouvement social, après un long sommeil forcé pendant la pandémie. Nous l'avions souhaité l'année dernière, ce réveil, qui a attendu encore, sous les assauts de variants coriaces du coronavirus et des mauvaises habitudes prises de se replier sur soi. Un changement est déjà envisageable cet automne. Le coronavirus semble nous donner quelque répit et les occasions de se mobiliser ne manquent pas, comme nous le constatons maintenant. La tenue de la COP15 sur la biodiversité à Montréal nous donne l'occasion de nous faire entendre sur l'un des plus importants enjeux environnementaux : l'élimination dramatique d'un nombre incalculable d'espèces, aux dépens de la qualité de vue sur Terre.

Le calepin du militant et de la militante sera bien rempli les prochains mois. Les questions de justice fiscale sont toujours incontournables alors qu'on les associe de plus en plus à une transition socioécologique. Les coalitions dont nous faisons partie, dont le Front commun sur la transition énergétique, renforcé par un financement adéquat, seront essentielles pour organiser la résistance et faire connaître de nouvelles idées. Mais il faudra un appui plus large de la population, au Québec comme ailleurs, pour réagir à l'urgence climatique, avec tous les dangers qu'elle implique, tout en se disant que l'occasion est meilleure que jamais pour mettre en place des projets de transformation sociale qui étaient étouffés dans l'œuf à l'époque du néolibéralisme triomphant.

«Qui sommes-nous pour être découragés?» disait notre camarade Lorraine Guay. Pensons à elle pour les luttes à venir.